

Réunion d'installation de la conférence sociale des Pays de la Loire

La CGT salue enfin la première réunion de la conférence sociale à l'invitation du préfet de région. Pour rappel, nous avons demandé dès le début du confinement, une table ronde avec l'ensemble des acteurs pour un suivi de la crise sanitaire, de ses conséquences, et un échange sur les décisions à prendre.

À l'aune de cette crise sanitaire, sociale et économique, il nous faut analyser et repenser notre modèle de société. Pour la CGT, il s'agit de replacer l'humain au centre des préoccupations, s'interroger sur les finalités du travail. Se poser la question de l'utilité de l'économie qui doit répondre prioritairement aux besoins sociaux et environnementaux.

Ces dernières années, les choix politiques et économiques ont surtout répondu aux exigences de rentabilité financière avec réduction de la dette publique et privatisation de pans entiers des services publics.

C'est ce que la CGT appelle le coût du capital.

Première proposition : prendre le temps d'un débat contradictoire : coût du capital/coût du travail qui pose la question de la répartition de la richesse créée par le travail.

Certes, ce ne sont pas les décisions politiques qui sont responsables, directement, de l'apparition de ce virus. Mais, elles ne peuvent se dédouaner des liens entre mondialisation, questions environnementales et risques de pandémie qui ont été mis en avant par de nombreux experts.

L'épidémie a levé le voile sur les faiblesses de notre système sanitaire avec une onde de choc qui s'est étendue au fil des semaines à de nombreux secteurs, révélant au grand jour les trop nombreuses inégalités sociales et fractures territoriales. La CGT alerte depuis une quarantaine d'années sur ces réalités.

Il nous semble nécessaire de rappeler les objectifs du confinement : permettre à notre système de santé de faire face à l'afflux de malades du Covid, particulièrement en réanimation, parce qu'il manquait cruellement de moyens humains et matériels ; résultats des politiques d'austérité à l'œuvre depuis des décennies.

Les organisations patronales qui appellent à une accélération du déconfinement, à la reprise de l'économie alors que le virus est toujours en circulation active et que les conditions d'un déconfinement réussi ne sont pas toutes réunies, oublient, nous semble-t-il, la part de responsabilité qu'elles portent sur les raisons du confinement. Et donc sur la crise sanitaire, sociale et économique.

Il paraît utile aussi de rappeler les responsabilités sur les délocalisations industrielles qui ont conduit à la perte de notre souveraineté en matière de productions notamment celles liées à la santé.

Pour la CGT « le plus jamais ça » doit être le leitmotiv général et nécessite d'analyser l'avant, la crise, et avancer pour demain. Mais nous sommes inquiets de la tournure des événements : dérogations au code du travail, exigences de compétitivité, concurrence entre pays « à celui qui redémarrera le plus vite », demandes d'assouplissement des normes environnementales, exonérations voire suppressions purement et simplement de cotisations sociales... les politiques libérales ont la vie dure.

Pouvons-nous véritablement dans cette conférence sociale travailler sur un futur social, écologique, féministe à partir de nos réalités ligériennes mais sans être en concurrence avec les autres territoires ?

Pour la CGT, la conférence sociale doit être un espace de travail, d'analyses des réalités sociales et économiques. Elle doit permettre l'identification des défis qui sont devant nous : une priorisation d'actions à mener, une réorientation des politiques publiques. Elle doit être un lieu de débats contradictoires.

L'Organisation Internationale du Travail préconise des réponses politiques sur 4 axes : stimuler l'économie et l'emploi, soutenir les entreprises, les emplois et les revenus, protéger les salariés sur leur lieu de travail, s'appuyer sur le dialogue social pour trouver des solutions.

Nous proposons que 4 groupes de travail puissent travailler sur ces 4 axes. Les questions environnementales, le développement humain durable, les finalités du travail étant transversales à ces groupes de travail. Il y a urgence à travailler de concert le social et l'environnemental.

Sans entrer dans le détail, quelques propositions :

- Inviter les organisations syndicales à participer aux cellules de suivi des plans de déconfinement et plans de reprises d'activités. + cellule de veille sanitaire (circulation active du virus)
- Élaborer un plan de prévention des risques sanitaires
- Organiser une cellule de veille sociale et économique.
- Réorienter les politiques nationales et celles des collectivités territoriales. Pour la CGT, la conférence territoriale de l'action publique peut être un lieu pertinent pour porter des projets en matière d'aménagement et développement durable du territoire, d'actions sociales, d'environnement, de développement économique, de soutien à l'innovation, de recherche et d'enseignement supérieur, de mobilités, de développement local, de solidarités des territoires, de services publics de proximité. Ce peut être un lieu intéressant pour parler services publics du 21^{ème} siècle, politiques industrielles. La CGT demande à y participer.
- Faire évoluer les différents plans régionaux, le CPER.
- Réviser les plans régionaux Santé.
- Porter les questions d'égalité Femmes/Hommes.
- Traiter les questions des salaires, les conditions d'attractivité des métiers.
- Revoir notre modèle agricole : de la production à l'assiette.
- Les mesures d'aides publiques pour accompagner les entreprises doivent cibler en priorité la préservation des emplois. Des critères d'attributions des aides doivent être exigeants et transparents dans les contreparties attendues. La CGT propose que soit remise en place une commission régionale de contrôle des fonds publics mais également pour les autres collectivités. La compétence du Ceser sur l'évaluation des politiques publiques doit être exercée.
- Les risques de suppressions massives d'emplois nous inquiètent. Il nous semble donc que parler réduction du temps de travail serait un vrai progrès social. Au lieu de favoriser la hausse du temps de travail pour ceux qui ont un emploi, comme en rêve le patronat, il faudrait organiser sa répartition. Les avantages économiques de la réduction

du temps de travail sont connus : elle contribue à créer directement des emplois (+ 350 000 emplois directs au moment du passage à 35h). C'est la seule manière d'éviter l'explosion du chômage. C'est travailler mieux et tous. Nous pouvons constater à nouveau dans les chiffres du chômage que ce sont les précaires qui ont été les plus touchés par la réduction des emplois. Afin de sécuriser les salariés avec des droits attachés à leur personne, la CGT propose la sécurité sociale professionnelle. Nous proposons de l'expérimenter autour des travailleurs saisonniers.

- En matière de dialogue social : les missions des IRP dans les entreprises et les libertés syndicales sont des obligations à respecter. Le droit syndical est attaché aux lieux de travail. Par conséquent, il n'existe pas de droits interprofessionnels pour siéger dans les lieux de dialogue social hors travail. Nous proposons d'en expérimenter de nouveaux. Par exemple, par des conventions de détachement avec maintien de salaire par les employeurs. Le temps syndical n'est pas le temps politique. Les délais sont souvent trop courts entre l'invitation à une réunion et l'envoi de documents préparatoires. Nous demandons une attention particulière sur ce sujet. Enfin dans un contexte de négociations liées à la crise, la CGT a proposé au ministère du travail un mandatement syndical pour négocier des accords dans les entreprises dépourvues d'instances du personnel. Nous espérons que cette proposition sera suivie d'effets.

Vous l'aurez compris, la CGT est prête à s'investir dans les travaux d'une conférence sociale dans le respect des prérogatives de chacun, sur une feuille de route qui reste à élaborer et la temporalité à définir mais dont le fond est la recherche de transformation sociale pour le bien-être et l'épanouissement de la population, en leur donnant les meilleures conditions de vie dans et hors travail. Intervenir sur les bassins de vie et d'emplois dans la proximité est pour nous synonyme d'efficacité. Les CLEFOP ont sans aucun doute un nouveau rôle à jouer.

Enfin, alors qu'il y a encore quelques semaines, le maître mot était la réduction de la dette, les finances publiques sont fortement sollicitées. Un débat national pour une réforme fiscale de grande ampleur est indispensable.

Angers, le 13 mai 2020